

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

Entretien des espaces verts de manière écologique et différenciée pour les sites de
Plouzané et Argenton au profit de l'IFREMER et de l'IPEV.
N° 251000063

PROCEDURE :

Appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande
publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés
publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Marché réservé

Le présent marché est réservé au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L2113-12 du
Code de la Commande Publique.

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	Erreur ! Signet non défini.
1.1. Objet du marché	5
1.2. Cotraitance	5
1.3. Sous-traitance	6
2. PIECES CONTRACTUELLES	7
3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ	7
3.1. Allotissement	7
3.2. Bons de commande	7
3.3. Passation des Bons de commande – Généralités	8
3.4. Contenu des Bons de commande	8
3.5. Passation des Bons de commande	8
4. SUIVI DU MARCHÉ	8
4.1. Représentant du titulaire	8
4.2. Représentant Ifremer	9
5. PRIX DU MARCHÉ	9
5.1. Contenu des prix	9
5.2. Type de prix	9
5.3. Date d'établissement des prix	9
5.4. Variation dans les prix	10
6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	10
6.1. Avance	10
6.2. Acomptes	Erreur ! Signet non défini.
6.3. Délai global de paiement	11
6.4. Présentation des bons de commande	11
6.5. Présentation des demandes de paiement	11
7. PENALITES POUR RETARD	13
8. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
9. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	Erreur ! Signet non défini.
10. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	15
11. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES	15

12. RESILIATION.....	16
13. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE	16
14. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	16
15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	17
16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17

1. Préambule

Conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, l'IPEV et l'IFREMER ont constitué un groupement de commandes ayant pour objet de mutualiser la passation du présent accord-cadre portant sur la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts des sites de Plouzané et d'Argenton.

A ce titre, l'IFREMER est coordonnateur du groupement. Il procède à l'organisation des opérations de passation de l'accord-cadre.

À l'issue de la procédure, chacun des deux membres du groupement conclut et dispose de son propre accord-cadre avec le même Titulaire.

Les deux accords-cadres ainsi conclus seront distincts et autonomes juridiquement.

2. Présentation de l'IFREMER et de l'IPEV

Les accords-cadres sont conclus entre le Titulaire et chacun des deux pouvoirs adjudicateurs suivants :

- L'IFREMER ;
- L'IPEV.

2.1. Présentation de l'IFREMER

Etablissement public à caractère industriel et commercial, l'Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et de l'Energie et du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Ses missions sont :

- Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- Favoriser le développement économique du monde maritime.
-

Pour atteindre ces objectifs, l'Ifremer concentre son action dans les domaines suivants :

- La recherche ;
- L'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités.

Ses domaines d'activités sont :

- Surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- Surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- Ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- Exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- Circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- Grands équipements pour l'océanographie.

L'IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés ;
- Budget annuel d'environ 213 M€ (hors opérations internes) ;
- 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM.

2.2. Présentation de l'IPEV

L'Institut polaire français est un organisme public chargé de la mise en œuvre de la recherche française dans les régions polaires. Il poursuit la mission lancée en 1947 par Paul-Émile Victor avec les Expéditions polaires françaises.

L'Institut polaire français est un Groupement d'intérêt public (GIP) administré par une assemblée générale, composée de membres du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, du Ministère des affaires étrangères, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), du Centre national d'études spatiales (CNES), de Météo-France, des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Son siège, objet du présent marché, se situe à Plouzané, dans l'enceinte de l'IFREMER.

3. Dispositions générales

3.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts des sites de Plouzané et d'Argenton au profit de l'IFREMER et de l'IPEV.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des charges techniques particulières (CCTP).

3.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

3.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C. Dans les conditions susvisées, le sous-traitant sera payé directement par l'Ifremer ou par EDF.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée par l'Ifremer et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint)
- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (formulaire DC2, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cette déclaration doit notamment comporter les informations suivantes :

- chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations du même type que l'objet du marché,
- les moyens généraux de l'entreprise en personnel et matériel,
- une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées ;
- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le sous-traitant fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (CCAG/FCS)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 48 mois ferme.

6. DECOMPOSITION DU MARCHE

6.1. Allotissement

Sans objet.

6.2. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

6.3. Passation des Bons de commande – Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

6.4. Contenu des Bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires (BPU).

6.5. Passation des Bons de commande

L'IFREMER et l'IPEV notifient les bons de commande au fur et à mesure des besoins. Ils veilleront cependant à regrouper au maximum ses prestations dans le minimum de bons de commande.

7. SUIVI DU MARCHÉ

7.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement, le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. Représentant de l'Acheteur

Dès la notification du marché chaque représentant du pouvoir adjudicateur désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont :

- ☐ Unitaires
- ☐ Forfaitaires
- ☒ Unitaires et Forfaitaires

8.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres : Mars 2025

8.4. Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au moyen de bons de commande émis par l'IPEV et l'Ifremer, à la survenance de leurs besoins, conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 700 000 € HT (IFREMER et IPEV).

8.5. Variation dans les prix

Les prix sont fermes la première année du marché. Ils sont ensuite révisés annuellement, à la date d'anniversaire du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o (EV_y/EV_{y_o})$$

Où

P = Prix actualisé

P_o = Prix initial au mois de février 2025

EV_y = Dernière valeur publiée de l'indice EV4_2010 - 1711017 (travaux d'entretien des espaces verts) à la date anniversaire de notification du marché

EV_{y_o} = Valeur de l'indice EV4_2010 - 1711017 (travaux d'entretien des espaces verts) publié à la date de notification du marché (février 2025 : 135.1)

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à cellule.marche@ifremer.fr un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de l'actualisation ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. Le BPU est mis à jour par le titulaire.

L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

9. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

9.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance pour le titulaire dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande.

Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification de bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

9.2. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenu exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.3. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP pour l'IFREMER et le N° d'engagement pour l'IPEV,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,
- Le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

9.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

- **Pour l'Ifremer :**

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION

Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

- **Pour l'IPEV :**

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légalles, les indications suivantes : DENOMINATION
Libellé au nom de l'IPEV
Adresse de facturation

Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° engagement
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST POLAIRE FRANCAIS PAUL-EMILE VICTOR

SIRET : 180 089 369 00029

10. PENALITES

L'IFREMER et l'IPEV se réservent le droit d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable et sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du titulaire.

Les pénalités présentées ci-dessous figurent au présent marché :

Référence du marché	Motif de la pénalité	Pénalité appliquée
CCTP – 3.4.2.	Défaut de présence de chef d'équipe <u>non validé par l'IFREMER</u>	50 € par jour d'absence
CCTP – 3.7.	Retard dans la remise du planning mensuel	50 € par jour de retard

CCTP – 3.10	Retard dans la remise de l'état mensuel des prestations	50 € par jour de retard
CCTP – 3.4.3. et 3.4.4	Défaut de sécurité constaté par l'IFREMER de nature à mettre en danger un usager du site ou un agent du prestataire	100 € par défaut constaté
CCTP – 6.	Utilisation de produit phytosanitaire de synthèse ou engrais chimique	200 € par constat
CCTP – 6.	Défaut de réalisation de prestation non rectifié après avis de l'IFREMER ou de l'IPEV	200 € par défaut constaté

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

11. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les lieux d'exécution sont définis au CCTP et seront précisés à chaque bon de commande.

12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'entreprise titulaire s'engage à agir en faveur du développement durable et s'engage à n'utiliser aucun produit chimique ni pour le désherbage, ni pour le traitement des végétaux.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser l'entretien des espaces verts dans le respect des principes du développement durable et de la protection de l'environnement. L'objectif est de réduire l'impact environnemental des activités d'entretien tout en préservant la biodiversité et la qualité des sols, de l'eau et de l'air.

Matériel et équipement : Le titulaire s'engage à utiliser des équipements à faible impact environnemental, notamment :

- Matériel électrique ou à faible émission de CO2 : Priorité sera donnée à l'utilisation de matériels électriques ou à faibles émissions de gaz à effet de serre, tels que des véhicules à motorisation à faible émission de CO2 pour le transport du personnel et des équipements.

- Réduction des nuisances sonores : Les équipements doivent respecter les seuils sonores prescrits pour limiter les nuisances pour les riverains et la faune.

Formation et sensibilisation : Le titulaire s'engage à former régulièrement ses équipes aux bonnes pratiques environnementales et à sensibiliser ses employés à l'importance de la préservation de l'environnement dans le cadre des activités d'entretien des espaces verts.

Suivi : Un suivi régulier sera effectué pour s'assurer du respect des engagements du titulaire concernant les pratiques environnementales. Des audits ou des contrôles sur site pourront être réalisés. Dans le cadre de la réunion annuelle, un retour sur les formations effectuées dans l'année est attendu de la part du titulaire.

13. CLAUSE SOCIALE

L'entreprise titulaire s'engage pour l'insertion professionnelle des publics en difficulté dans les conditions de l'article L.2113-12 du Code de la commande publique.

14. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 25 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

15. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

15.1. Modification par avenant limitée à 10 % du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 10 % du montant du marché initial quel que soit la nature des modifications et à condition que le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens. Le calcul des modifications tient alors compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix

15.2. Modification par avenant limitée à 50 % du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 50 % du montant du marché initial lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir.

15.3. Le marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

15.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

16. RESILIATION

En complément à l'article 32 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il

emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

19. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * l'article 4 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG
- * l'article 6.3 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- * l'article 8.1 déroge à l'article 10.1.3 du CCAG
- * l'article 10 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
- * l'article 16 complète l'article 32 du CCAG